

Reportage

Sogatra : ce grand malade

AEE

Libreville/Gabon

La seule et unique entreprise publique de transport terrestre est au fond du gouffre. Entre mauvaise gestion, et grèves à répétition, rien ne va plus à la Société gabonaise de transport (Sogatra). La visite dans ses locaux, lundi dernier, du ministre des Transports et de la Logistique, Justin Ndoundangoye, marquera peut-être une nouvelle ère pour cette société dont les employés n'ont cessé d'appeler à sanctionner les dérapages des responsables.

DEPUIS sa création, en 1997, la Société gabonaise de transport (Sogatra) ne s'est jamais aussi mal portée. Entre mauvaise gestion, manque de vision de la part de la direction générale, salaires impayés et grèves à répétition, l'entreprise tangué. Les employés sont dans le désarroi.

Et que dire de son parc automobile ? A la base d'Owendo, la quasi-totalité de l'outil de production est clouée au sol. C'est un gigantesque cimetière à ciel ouvert qui s'offre à la vue de tout visiteur. Un spectacle renversant.

Un nombre important de bus et autres taxis-compteurs sont sur cale. Certains véhicules ont même été désossés par des inconnus, dit-on. D'autres sont en arrêt de service pour des problèmes qui peuvent être considérés comme mineurs.

A titre d'exemple, en parcourant les fiches posées sur les taxis-compteurs, on peut lire : "défaut d'assurance, de pneus, de radiateur, de batterie". «C'est à cause de ça seulement qu'on laisse clouer les véhicules au sol !», pouvait-on entendre le ministre des Transports Justin Ndoundangoye s'indigner, lors du tour du propriétaire qu'il a effectué le lundi 18 juin dernier.

Le membre du gouvernement a parlé de "situation indescriptible, inexplicable et inadmissible". C'est pourtant la triste réalité, serait-on tenté de lui dire. «On ne peut pas concevoir que l'État concède des sacrifices pour doter la Sogatra, en l'espace de 3 ans, de 140 taxis-compteurs et de près de 125 bus, pour le transport, et qu'en moins de deux ans, on se retrouve ici à faire un constat inqualifiable. Ce que j'ai relevé ici, n'est que le fait de l'œuvre humaine. Ce sont les agents de la Sogatra eux-mêmes qui ont participé à saboter cet outil», a-t-il lâché.

Immédiatement, le chef du département des Transports et de la Logistique a annoncé le lancement, très prochainement, d'un audit de la Sogatra « pour déterminer les responsabilités des uns et autres dans ce capharnaüm.»



Photo : Abel Eyeghe

Le ministre des Transports Justin Ndoundangoye lors de sa visite des installations de Sogatra : "la situation de la société est indescriptible, inexplicable et inadmissible". Photo de droite : Les taxis-compteurs, en l'espace de 2 ans, sont quasiment tous sur cale, à la base technique de la Sogatra à Owendo.



Photo : Abel Eyeghe

Arrachant les acclamations des employés qui veulent que des têtes tombent.

QUESTION GÊNANTE. Mais qu'est-il réellement arrivé à la Société gabonaise de transport ? Depuis sa création, plusieurs responsables se sont succédé à sa tête. Chaque équipe dirigeante, avec son management. Sa politique d'emploi aussi. De 300 salariés environ à sa création, cette boîte se retrouve avec 1091 aujourd'hui. Les effectifs sont donc allés crescendo. Des recrutements massifs entretenus par les différents directeurs généraux, et qui sont tels, que l'entreprise croule sous le poids de la masse salariale.

L'audit annoncé par le ministre Ndoundangoye devrait justement permettre de regarder, sur chaque période, le nombre d'agents recrutés par chaque dirigeant dans différents postes.

L'autre problème mis en avant par des salariés, au fait d'un certain nombre de dossiers, concerne l'état du parc automobile. «Le nouveau ministre des Transports doit savoir que, sachant du problème des pièces de rechange, les techniciens ont régulièrement fait état de la situation réelle à la direction générale. Mais il ne leur appartient pas de décider ou d'engager l'achat des pièces demandées», a confié un membre de la direction générale, qui a requis l'anonymat.

Il faut savoir que la Sogatra fonctionne essentiellement avec la subvention de l'Etat. Mais celle-ci n'a pas souvent été versée de manière régulière. Cette situation justifie-t-elle le manque d'investissement ? Certainement pas. L'entreprise génère des recettes de l'ordre de 55 millions de FCFA par mois, a-t-on appris. A quoi servent-elles ? Au sein de l'entreprise, personne n'a voulu répondre à cette interrogation gênante.

PAS DE PRIVATISATION. Dans tous les cas, Justin Ndoundangoye a annoncé la mise en place d'un comité ad hoc chargé de conduire les réformes pour la restructuration de la Sogatra, ce grand malade.

Il entend également lui donner un nouveau souffle. «Tous ceux qui ont participé à la mise à sac de la société vont

répondre de leurs actes devant la justice. Que certains ne pensent pas qu'ils ont échappé, lorsque d'autres ont été suspendus. Je sais tout ce qui se passe ici, sachez juste que "Mamba" vous guette», a-

répondre de leurs actes devant la justice. Que certains ne pensent pas qu'ils ont échappé, lorsque d'autres ont été suspendus. Je sais tout ce qui se passe ici, sachez juste que "Mamba" vous guette», a-

répondre de leurs actes devant la justice. Que certains ne pensent pas qu'ils ont échappé, lorsque d'autres ont été suspendus. Je sais tout ce qui se passe ici, sachez juste que "Mamba" vous guette», a-



Nouveau Cash Point de Nkok !



Ouverture du cash point de Nkok, dans le bâtiment de la Zone Economique Spéciale de Nkok.

Nous vous accueillons pour toutes vos opérations de caisse :

- Ouverture de compte
- Dépôts et retraits
- Remises de chèques
- Transferts rapides
- Virements nationaux et internationaux

www.orabank.com

Orabank, un partenaire à votre écoute



HORAIRE
Lundi au Vendredi
8h30 à 16h30

sons tous(...). Beaucoup, comme le ministre Ndoundangoye, ont tenu le même discours, mais rien n'a évolué. Les mêmes bandits sont toujours là. Chaque directeur général vient avec ses gens et fait de l'entreprise ce qu'il veut, sous le regard impuissant ou complice de la tutelle. On a même l'impression que l'État veut se désengager de la Sogatra. Peut-être même la privatiser», a déclaré un salarié.

Mais la privatisation n'est pas à l'ordre du jour, a rassuré le ministre des Transports. «Nous n'allons pas privatiser l'entreprise. Nous allons réhabiliter ce qui peut l'être, afin de la remettre sur le droit chemin», a-t-il conclu.